

## De la guerre contre la Terre Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique

di Pierre Sauvêtre

### 1. *Impérialisme et anti-écologisme du néolibéralisme*

Dans un livre écrit à quatre, *Le choix de la guerre civile, une autre histoire du néolibéralisme*<sup>1</sup>, nous avons cherché à montrer que le néolibéralisme avait émergé comme une contre-révolution visant à restaurer le capitalisme contre les menaces de la social-démocratie et du communisme. Dès le départ, il a été conçu par ses principaux fondateurs comme Ludwig Von Mises, Friedrich von Hayek ou Wilhelm Röpke dans le but d'organiser, de garantir et de protéger la libre circulation du capital à l'échelle mondiale, dans des conditions qui faisaient référence au libre-échange mondial au XIX<sup>e</sup> siècle considéré par eux comme l'âge d'or du libéralisme. Dans ce but, les néolibéraux ont explicité la nécessité de s'appuyer sur une double stratégie politique de «gouvernement pour le marché»<sup>2</sup>, dont les deux tactiques, qui n'ont que l'apparence de la contradiction mais sont en réalité complémentaires, sont la construction juridique d'un ordre de marché, dont témoigne les recherches sur la constitution économique, d'une part, et la mobilisation de la violence d'État à chaque fois que cet ordre se trouverait à être menacé par des tentatives de régulation sociale du marché d'autre part, qui apparaît dans les fragments moins connus des œuvres, les textes d'interventions, les engagements politiques, les partis pris, les soutiens apportés ou les réseaux des néolibéraux. Le néolibéralisme cherche donc à pour-

<sup>1</sup> Cfr. P. Dardot, H. Guéguen, C. Laval et P. Sauvêtre, *Le choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme*, Lux, Montréal 2021.

<sup>2</sup> M. Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*, Seuil/Gallimard/Hautes Études, Paris 2004, cit. p. 125.

suivre les objectifs du libéralisme mais se distingue de lui à travers la redéfinition du rôle de l'État désormais au service de l'extension et de la garantie juridique de la gestion marchande des activités sociales, et d'une critique centrale de la démocratie comme marchepied vers la régulation sociale du marché qui aboutit à l'usage d'un ensemble de dispositifs, dont le recours à la force publique, afin de protéger le marché contre la démocratie.

Depuis la Grande Dépression des années 1930, les néolibéraux ont sur de telles bases lancé une contre-offensive face à la social-démocratie alors hégémonique puis contre la mise en place d'un New Deal Global qui s'était esquissé dans le sillage des accords de Bretton Woods à la fin de la Seconde guerre mondiale, et ils sont parvenus en partant d'une position minoritaire à devenir hégémoniques par diverses voies, que ce soit par la violence militaire comme au Chili<sup>3</sup>, par le recodage idéologique de la contestation des années 1960 dans le sens de la légitimité accrue de la gouvernance de la société par le marché, non sans s'appuyer sur et en suscitant en retour de puissants effets conservateurs<sup>4</sup>, ou encore par le design institutionnel d'un ordre économique global encadré par un droit économique international au sein des organisations internationales comme l'Union européenne ou l'Organisation mondiale du commerce<sup>5</sup>. Si nous avons donné comme sous-titre à notre livre celui d'«une autre histoire du néolibéralisme», c'est pour insister sur le fait que le néolibéralisme n'était limité ni à un ensemble de politiques économiques d'austérité, ni à l'accumulation du capital par l'extension des mécanismes de la propriété privée, ni à un projet institutionnel défini dès l'origine – fût-ce celui du «double gouvernement du monde» séparant l'unité de l'économie mondiale en charge du *dominium* de la propriété d'avec la multiplicité des États-nations en charge de l'*imperium* sur les populations, si bien décrit par Quinn Slobodian<sup>6</sup> – mais correspondait davantage à un «contre-contre-mouvement»<sup>7</sup>, pour utiliser des termes polanyiens, c'est-à-dire

<sup>3</sup> Cfr. S. Edwards, *The Chile Project. The Story of the Chicago Boys and the Downfall of Neoliberalism*, Princeton University Press, Princeton 2023.

<sup>4</sup> Cfr. M. Cooper, *Family Values. Between Neoliberalism and the New Social Conservatism*, Zone Books, New York 2017; R. Hohle, *Racism in the Neoliberal Era. A Meta History of Elite White Power*, Routledge, London 2017.

<sup>5</sup> Cfr. Q. Slobodian, *Globalists. The End of Empire and the Birth of Neoliberalism*, Harvard University Press, Cambridge and London 2018.

<sup>6</sup> Cfr. *Ibid.*

<sup>7</sup> M. Frame, *The Neoliberalisation of Nature: The Highest Stage of Ecological Imperialism?*, in «World Ecology Network» (online) 2015.

— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

à une réaction des élites pour restaurer et étendre le capitalisme devant les contre-mouvements de la société cherchant à promouvoir démocratiquement une régulation sociale du marché. Cette perspective implique de considérer la variété des contextes et la variation des «vagues historiques du néolibéralisme»<sup>8</sup> pour analyser les interventions idéologiques et les pratiques gouvernementales par lesquelles les «contre-contre-mouvements» néolibéraux – dont l'unité relative tient dans bien des cas à la présence de membres de la Société du Mont-Pèlerin dans les réseaux<sup>9</sup> – parviennent à légitimer des solutions de gestion par le marché contre leurs ennemis du mouvement social. Nous avons à cet égard mobilisé le concept foucauldien de «guerre civile» pour désigner une manière d'exercer le pouvoir par un gouvernement ou simplement par un groupe social qui consiste pour les oligarchies coalisées à schématiser la société en deux camps, à désigner le camp adverse comme «ennemi social»<sup>10</sup> pour délégitimer la critique et rallier derrière soi une autre partie de la société. C'est ainsi que les réseaux néolibéraux ont pu désigner historiquement les ouvriers<sup>11</sup>, les étudiants<sup>12</sup>, les minorités raciales<sup>13</sup> ou les militants écologiques comme des ennemis et saper les demandes de nouveaux droits sociaux en arguant du fardeau qu'ils représentaient pour le reste de la société et leur substituer des solutions de gestion par le marché. En d'autres termes, il s'agit d'analyser la manière dont le pouvoir néolibéral doit toujours produire les conditions économiques, sociales, morales et politiques de l'institution de l'ordre de marché. De ce point de vue, les approches en termes de politiques économiques<sup>14</sup>, d'«accumulation par dépossession»<sup>15</sup> ou les approches néo-institutionnalistes<sup>16</sup> sont com-

<sup>8</sup> C. Castillo Garcia, *Waves of Neoliberalism: Revisiting the Authoritarian patterns of capitalism in South America (1940-1990)*, part I, Working Papers 2205, New School for Social Research, Department of Economics 2022.

<sup>9</sup> Cfr. P. Mirowski, D. Plehwe, *The Road from Mont Pèlerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Harvard University Press, Cambridge and London 2015.

<sup>10</sup> M. Foucault, *La société punitive. Cours au Collège de France, 1972-1973*, Seuil/Gallimard/Hautes Études, Paris 2013, p. 34.

<sup>11</sup> Cfr. A. Dean, *Opening up by Cracking Down. Labor Repression and Trade Liberalization in Democratic Developing Countries*, Cambridge University Press, Cambridge 2022.

<sup>12</sup> Cfr. R. A. Ferguson, «Neoliberalism and the Demeaning of Student Protests», in *We Demand: The University and Student Protests*, University of California Press, Oakland 2017.

<sup>13</sup> Cfr. R. Hohle, *Race and the Origins of American Neoliberalism*, Routledge, London 2015.

<sup>14</sup> Cfr. B. Amable, *La résistible ascension du néolibéralisme. Modernisation capitaliste et crise politique en France*, La Découverte, Paris 2020.

<sup>15</sup> D. Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, Les prairies ordinaires, Paris 2010.

plémentaires mais décrivent davantage les résultats qu'elles n'analysent historiquement le fonctionnement du néolibéralisme comme réflexion et pratique sociale de pouvoir pour le marché.

Cependant, nous avons dans cet ouvrage laissé de côté deux dimensions essentielles, et étroitement liées l'une à l'autre, qui sont au cœur du néolibéralisme contemporain, à savoir sa dimension impériale<sup>17</sup> et sa dimension environnementale au sens de politiques de gestion de la nature par le marché. Depuis la décolonisation et l'émergence des mouvements écologistes dans les années 1970, ces deux dimensions ont pourtant été au cœur de la critique du capitalisme de sorte qu'elles ont aussi été saisies par le «contre-contre-mouvement» néolibéral d'incorporation totale de la société dans l'ordre de marché. Alors que les mouvements écologistes des années 1970 dans le Nord global visaient une rupture avec la société de consommation et que la volonté des nouvelles nations décolonisées du Sud global pour se réappropriier leurs ressources naturelles représentaient un défi sérieux pour l'ordre capitaliste, quelles réponses le néolibéralisme leur a-t-il apporté et comment ont-ils été désarmés ? Et avec quelles conséquences pour aujourd'hui ? Je mobilise ici différentes littératures – l'histoire intellectuelle et l'histoire socio-culturelle du néolibéralisme, le courant d'analyse de la «néolibéralisation de la nature» ou encore la critique marxiste de «l'impérialisme écologique» – en faisant valoir que leur association nous permet d'apercevoir les différentes réponses pratiques qui ont été apportées au défi écologiste et comment elles mènent à un présent du capitalisme juxtaposant l'économie fossile, l'économie verte et l'intensification de l'impérialisme écologique. Ces pratiques néolibérales menées en conscience des dangers encourus par l'humanité et la planète s'apparentent à une véritable guerre contre la Terre.

## *2. L'ordre néolibéral pluri-impérial et l'appropriation de la nature post-coloniale*

Afin de comprendre la tension, et au-delà l'incompatibilité, qui existe entre l'institution néolibérale de l'ordre mondial du marché et

<sup>16</sup> Cfr. J. L. Campbell e O. K. Pedersen (a cura di), *The Rise of Neoliberalism and Institutional Analysis*, Princeton, Princeton University Press, Princeton 2001.

<sup>17</sup> Cfr. L. Cornelissen, *Neoliberal Imperialism*, in «Politics» (online), 2023.

— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

le projet d'une «société écologique»<sup>18</sup>, il est important de revenir à la dimension impérialiste du néolibéralisme. Quinn Slobodian, dans son histoire intellectuelle du néolibéralisme, a indiqué que l'origine du projet de gouvernance globale du néolibéralisme devait être situé dans le contexte de la fin des empires: c'est d'abord avec la fin précoce de l'Empire austro-hongrois après la fin de la Première Guerre mondiale qu'un groupe de penseurs a commencé à deviser à Genève dans les années 1920 sur la mise en place d'un «ordre post-impérial» dont le but était le maintien de l'unité de l'économie mondiale à travers le libre échange international en dépit de l'émergence du nouveau principe de la souveraineté des États-nations que Woodrow Wilson avait énoncé en 1918 dans les termes du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Le danger, dans un contexte également marqué par l'apparition d'un nouveau type d'État régulant son économie et répondant aux besoins d'une population de travailleurs dont le pouvoir était accru par l'installation progressive de la démocratie représentative multipartite, était que les nouveaux États-nations se protègent du libre-échange mondial en se repliant sur leur économie nationale pour privilégier l'égalisation domestique des conditions entre classes sociales, compromettant ainsi «l'économie libre» basée sur le principe moral de la concurrence et les chances de prospérité qu'il offrait aux nations les plus industrielles. Le plan néolibéral du «double gouvernement du monde» subordonnant la multiplicité des États-nations au droit d'un ordre économique global unitaire défini au-dessus d'eux par des instances supranationales non-souveraines également chargées d'en surveiller l'application, déconnectant ainsi la direction de l'économie de la souveraineté nationale, était ainsi taillé pour y faire face.

Ce problème pour les néolibéraux du «nationalisme économique» allait donc se reposer à chaque vague d'émergence de nouveaux États-nations, et il prit une tournure aigüe avec la fin des Empires coloniaux après la Deuxième Guerre mondiale puisqu'il risquait de compromettre l'accès des anciennes nations impériales aux ressources gratuites ou bon marché des anciennes nations colonisées. Dans différents contextes et par différents moyens, les néolibéraux firent ce qui était en leur pouvoir pour empêcher les nations décolonisées de remettre la

<sup>18</sup> Cfr. M. Bookchin, *Towards an Ecological Society*, Black Rose Books, Montreal, 1980; cfr. S. Audier, *La société écologique et ses ennemis*, La Découverte, Paris 2017.

main sur leurs ressources naturelles et de disposer ainsi des conditions de l'indépendance économique.

Premièrement, contre la première résolution de l'Organisation des nations unies (ONU) en 1952 qui reprenait une proposition de l'Uruguay et de la Bolivie déclarant que «le droit des peuples d'utiliser et d'exploiter librement leurs richesses et leurs ressources naturelles est inhérent à leur souveraineté», les néolibéraux, par l'intermédiaire de la Société pour la protection du droit d'investissement étranger présidée par Hermann Joseph Abs, ripostèrent par l'élaboration d'une «Convention internationale pour la protection mutuelle des droits de propriété de privée»<sup>19</sup>. Et quoi que celle-ci ne fut pas immédiatement adoptée, elle servit de matrice à la mise au point du traité bilatéral d'investissement signé par le chancelier allemand et membre du Mont Pèlerin Ludwig Erhard en 1959 avec le Pakistan, qui fut le premier d'une longue série (on en compte environ 2000 aujourd'hui).

Deuxièmement, dans le contexte du régime d'apartheid sud-africain du début des années 1960, certains plaidèrent sur des bases racistes au nom de la supériorité occidentale pour l'absence ou la limitation de la liberté politique des Noirs Sud-Africains, qui était considérée comme une condition pour préserver la liberté des échanges économiques. Ils le firent soit comme Röpke en défendant le maintien du régime d'apartheid – «le Nègre Sud-Africain [...] provient d'un type et d'un niveau de civilisation complètement différent»<sup>20</sup> – soit en proposant comme William Hutt que la fin de ce régime soit assorti d'un système de droits de vote pondéré en fonction de la tranche d'imposition individuelle qui excluait *de facto* les Noirs.

Troisièmement, les néolibéraux attaquèrent le «Nouvel ordre économique international» (NOEI) qui désignait le projet alternatif d'organisation de l'économie mondiale sur lequel 77 nations émergentes s'étaient rassemblées en 1974, et qui revendiquaient de nouvelles normes juridiques pour se soustraire au libre-échange et autoriser la nationalisation des biens appartenant à des étrangers, dans un contexte où se multipliaient les expropriations des entreprises américaines. Suite au célèbre rapport du Club de Rome de 1972 sur *Les limites de la croissance*, il est important de noter que le second rapport de 1974 *L'humanité à un tournant* était en convergence avec les objectifs du

<sup>19</sup> Q. Slobodian, *Globalists*, cit., p. 139.

<sup>20</sup> W. Röpke, *South Africa : An Attempt at a Positive Appraisal*, cit. in Ivi, p. 152.

— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

NOEI. Dans ce contexte, plusieurs juristes cherchant à mettre en œuvre les idées de Hayek, en particulier Jan Tumlir et Ernst-Ulrich Petersmann, préparèrent la réforme du GATT à partir de 1978 en ciblant le NOEI et les pays qui le soutenaient. Ceux-ci avaient obtenu dans le cadre des négociations du GATT un Système général de préférences, c'est-à-dire un contournement des règles de la discipline du commerce mondial qui leur permettait notamment de protéger leurs ressources naturelles et d'adopter des modes de financement solidaire. Petersmann dénonçait ce qu'il appelait la «décolonisation économique»<sup>21</sup>, révélant en creux ses objectifs impérialistes, et travailla en s'inspirant de la CEE à l'adoption par le GATT d'un cadre juridique unitaire du droit économique international qui sera finalement intégré lors de la mise en place de l'OMC, privant désormais les États postcoloniaux de toute marge de manœuvre politique internationale et de toute avantage économique préférentiel.

Comme de nombreux auteurs l'ont documenté, les nouvelles normes du Consensus de Washington à travers les pouvoirs conférés au FMI et à la Banque mondiale<sup>22</sup> ont été un tremplin pour une politique de pression par la dette qui a abouti à une appropriation privée massive des terres cultivables<sup>23</sup> en Asie, en Amérique latine et surtout en Afrique<sup>24</sup> dans les deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette situation, en outre, a été aggravée par la démultiplication des acteurs de l'impérialisme économique<sup>25</sup> due en particulier à l'intégration de la Chine (2001) et de la Russie (2011)<sup>26</sup> dans l'organisation mondiale du commerce, et plus largement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) – quand bien même certains auteurs du courant de «l'analyse des systèmes-mondes» préfèrent parler de «sous-impérialisme» dans le cas de ces derniers pays «semi-périphériques» qui subis-

<sup>21</sup> E. U. Petersmann, *Die Nationalisierung der chilenischen Kupferindustrie*, cit. in Ivi, p. 248.

<sup>22</sup> Cfr. M. Goldman, *Imperial Nature. The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, Yale University Press, New Haven 2005.

<sup>23</sup> Cfr. A. Zoomers, M. Kaag, *The Global Land Grab. Beyond the Hype*, Bloomsbury, London 2014.

<sup>24</sup> Cfr. M. Frame, *The Neoliberalization of (African) Nature as the Current Phase of Ecological Imperialism*, «Capitalism Nature Socialism» (online), 2016.

<sup>25</sup> Cfr. Z. Cope, I. Ness, *Oxford Handbook of Economic Imperialism*, Oxford University Press, Oxford 2022.

<sup>26</sup> Cfr. I. Matveev, *Between Political and Economic Imperialism : Russia's Shifting Global Strategy*, in «Journal of Labor and Society», 2021 ; P. Dardot et C. Laval, *Face au nationalisme grand-russe, réinventons l'internationalisme*, in «Blog de Mediapart» (online), 2022.

sent l'échange inégal avec l'occident autant qu'ils le font subir à d'autres régions du monde<sup>27</sup>. Saskia Sassen écrivait ainsi en 2014 que «plus de 200 millions d'hectares de terres sont censées avoir été achetées entre 2006 et 2011 par des entreprises et des gouvernements étrangers», que «la plus grande partie de ces terres sont achetées en Afrique, mais avec une proportion croissante en Amérique latine» et qu'«enfin, les acquéreurs sont de plus en plus divers, provenant d'une gamme de pays qui va de la Chine à la Suède, et les entreprises appartiennent à des secteurs aussi différents que la biotechnologie et la finance»<sup>28</sup>. Nous avons donc assisté à la formation d'un ordre néolibéral pluri-impérial ou d'un «nouvel ordre global pluri-impérial, avec quelques superpuissances et leurs États clients en compétition pour l'hégémonie»<sup>29</sup> qui a conduit à un approfondissement toujours plus important de la captation des ressources naturelles dans les pays sujets aux expropriations.

Enfin, de la même façon que la «guerre civile intérieure» peut se doubler d'une guerre réelle rendu visible par la militarisation des forces de police, comme l'a montré récemment en France la répression étatique des opposants écologistes aux mégabassines à Sainte-Soline<sup>30</sup>, l'impérialisme néolibéral n'est pas parvenu non plus à sauver l'apparence légaliste d'un impérialisme économique s'économisant les coûts de l'impérialisme militaire. La mondialisation néolibérale ne s'est pas résumé à un projet de double gouvernement de monde, elle a été également une «mondialisation armée»<sup>31</sup> : les guerres des États-Unis en Amérique latine et au Moyen-Orient depuis les années 1970<sup>32</sup>, celle de la Russie contre l'Ukraine<sup>33</sup> ou la répression des activistes hong-kon-

<sup>27</sup> Cfr. C. Grocott, J. Grady, *The Continuing Imperialism of Free Trade. Developments, Trends and the Role of Supranational Agents*, Taylor and Francis, London 2018.

<sup>28</sup> S. Sassen, *Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale*, Gallimard, Paris 2016, cit. p. 111.

<sup>29</sup> A. Ferrara and F. I. Michelmann, *Legitimation by Constitution. A Dialogue on Political Liberalism*, Oxford University Press, Oxford 2021, cit. p. 151.

<sup>30</sup> Cfr. C. Menais, *A Sainte Soline, l'État déclare la guerre aux écolos*, «Blast» (online), 2023.

<sup>31</sup> Cfr. C. Serfati, *L'État radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée*, La Fabrique, Paris 2023.

<sup>32</sup> Cfr. G. Grandin, *Empire's Workshop: Latin America, The United States and the Making of an Imperial Republic*, Picador, New York 2021.

<sup>33</sup> Cfr. G. Yudin, *The Neoliberal Roots of Putin's War*, in «Emancipations: A Journal of Critical Social Analysis» 2022.



— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

gais par le gouvernement chinois<sup>34</sup> en sont la preuve, en plus d'être des éléments aggravants de la crise écologique<sup>35</sup>.

### 3. *Le pétro-néolibéralisme comme culture politique anti-écologique*

Mais l'impérialisme économique et la capture des terres à l'échelle globale n'a pas été la seule réponse du néolibéralisme aux aspirations pour se réappropriier la nature et la protéger. De façon générale, ce qui s'affirme dans les années 1970 est «la montée en puissance d'un néolibéralisme anti-écologique»<sup>36</sup>. Autrement dit, une des réponses des néolibéraux au problème environnemental a simplement consisté à le nier. Hayek, et de façon encore plus explicite Milton Friedman – qui déclarait dans les années 1960 que «l'air est en général beaucoup plus pur et l'eau beaucoup plus saine aujourd'hui qu'il y a cent ans»<sup>37</sup> – ont par leur hostilité aux régulations environnementales «posé les bases d'un climato-scepticisme néolibéral et démagogique»<sup>38</sup> qui a notamment alimenté un courant de critique libertarienne nationaliste d'une Union européenne encore trop alourdie par ses normes en matière d'environnement<sup>39</sup>.

Néanmoins, l'histoire intellectuelle du néolibéralisme et des positions des néolibéraux sur l'écologie n'est pas suffisante pour expliquer la manière dont le développement d'un néolibéralisme politique et culturel a abouti à neutraliser les demandes écologiques de protection de la nature. Pour le comprendre, il faut considérer que le néolibéralisme n'est pas seulement un discours intellectuel de négation du problème de la limitation des ressources naturelles, mais qu'il est aussi une culture – au sens de dispositions pratiques sous-tendues par une vision du monde – qui s'est diffusée à partir de ce problème, et comme une solution à ce problème, tout en étant radicalement antagonique

<sup>34</sup> *The world should study China's crushing of Hong Kong's freedoms*, in «The Economist» (online), 2023.

<sup>35</sup> Cfr. J. Moore, *Imperialism with or without Cheap Nature. Climate Crises, World Wars and the Ecology of Liberation*, in «Working Papers in World Ecology», n. 3, 2022.

<sup>36</sup> S. Audier, *L'âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*, La Découverte, Paris 2019, cit. p. 630.

<sup>37</sup> M. et R. Friedman, *La liberté du choix*, cit. in Ivi, p. 634

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 635.

<sup>39</sup> Cfr. P. Sauvêtre, *National-néolibéralisme : de quoi le «populisme» est le nom*, in «Sens public» (online) 2020, pp. 1-32.

vis-à-vis de la solution écologiste de la protection des ressources naturelles et de la décroissance.

Autrement dit, le néolibéralisme ne s'est pas contenté d'opposer une fin de non-recevoir au problème des limites de la croissance. Il faut rappeler que le rapport Meadows sur *Les limites de la croissance* n'était pas d'abord un appel à réduire le libre-échange mais avait un contenu conservateur qui pointait notamment du doigt le problème de la surpopulation et servit à cet égard d'accélérateur au développement d'un malthusianisme environnemental dont les écrits de Paul Ehrlich et de Garrett Hardin avaient été de puissants relais autour de 1968<sup>40</sup>. Pour ces derniers, le constat de la rareté des ressources qui était à la racine de leur environnementalisme n'impliquait pas comme conséquence la renonciation à l'abondance mais la gestion scientifique et managériale de l'abondance par le contrôle autoritaire du développement démographique<sup>41</sup>. Dans le contexte de la crise de l'énergie aux Etats-Unis dans les années 1970, un tel point de vue devait donner un fondement environnemental à la justification du positionnement néolibéral d'encadrement gestionnaire du marché. Comme le précise Caleb Wellum :

Les néolibéraux se sont montrés remarquablement habiles à accepter les allégations de crise énergétique, à partager le soutien des écologistes à l'austérité et à canaliser le discours de crise dans le sens d'un encadrement par le marché libre et d'une conception néolibérale de la liberté individuelle<sup>42</sup>.

La grande force du néolibéralisme pendant la crise énergétique américaine a été de présenter l'austérité par la discipline de marché comme une manière de concilier un malthusianisme environnemental de la rareté objective des ressources avec le maintien de la promesse de la liberté par l'abondance. La sobriété serait réalisée par le dégraissage du *Big government* et la responsabilisation individuelle des classes gaspilleuses qu'il alimente sans rien changer au mode de vie consumériste américain. Le discours sur les limites de la croissance a été reproblématisé par les néolibéraux pendant la crise énergétique : le problème n'était pas tant celui de la rareté absolue des ressources énergétiques mais celui de l'incapacité de l'économie américaine à anticiper

<sup>40</sup> Cfr. P. R. Ehrlich, *The Population Bomb. Population Control or Race to Oblivion*, Ballantine Books, New York 1968; cfr. G. Hardin, *The Tragedy of the Commons*, in «Science», Vol. 162, n. 3859, 1968, pp. 1243-1248.

<sup>41</sup> Cfr. T. Robertson, *The Malthusian Moment: Global Population Growth and the Birth of American Environmentalism*, Rutgers University Press, New Brunswick 2012.

<sup>42</sup> C. Wellum, *Energizing Neoliberalism. The 1970s Energy Crisis and the Making of Modern America*, Johns Hopkins University Press, Baltimore 2023, cit. p. 12.

— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

les limites de l'approvisionnement qui trouva une solution dans la financiarisation. Le néolibéralisme d'après les années 1970 s'est construit comme un « régime d'anticipation qui produit et utilise les crises, qui sont intrinsèquement spéculatives, comme un moyen de générer de la valeur au-delà de toute limite concevable à la croissance »<sup>43</sup>. Les néolibéraux ont ainsi vu dans le développement des marchés financiers un moyen de réactiver l'économie des ressources contre les limitations circonstancielles partielles.

Mais ce succès de la solution politique néolibérale à la crise énergétique n'aurait pas été possible sans l'ancrage d'un néolibéralisme culturel et populaire dû aux usages des énergies fossiles depuis l'après-guerre qui ont favorisé le développement de nouvelles subjectivités privatisés pouvant « s'imaginer elles-mêmes comme maîtresses de leurs propres vies coupées de leurs liens à la société et aux formes publiques de la vie collective »<sup>44</sup>. La « pétro-culture » qui s'est développée aux États-Unis après 1945 a ainsi été la précondition socio-culturelle expliquant le succès ultérieur du néolibéralisme politique dans la mesure où celui-ci ouvrait la voie à la perpétuation de la subjectivité libre atomisée de l'entrepreneur-consommateur. En d'autres termes, si le néolibéralisme n'est pas en lui-même fossile, il doit néanmoins sa popularité à la « pétro-culture » si bien qu'un pétro-néolibéralisme s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui comme une culture politique qui a défait les revendications écologistes.

#### *4. Le néolibéralisme vert : de la protection marchande de la nature à la gouvernamentalité éco-nécrologique*

Mais toute l'expérience néolibérale d'après les années 1970 n'est pas fossile. Dans le Nord Global, c'est en effet également sous la forme de la modernisation écologique par la « croissance verte » ou la « bio-économie » que les néolibéraux ont essayé de répondre positivement aux revendications écologistes, en promouvant l'idée et la pratique d'un capitalisme protecteur de la nature.

En 1974, dans son discours de réception du dit Prix Nobel d'économie, « Le simulacre de la connaissance » (« The Pretence of Knowledge »), Hayek critiqua le fameux rapport Meadows du Club de

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>44</sup> M. T. Huber, *Lifblood: Oil, Freedom, and The Forces of Capital*, in *ibid.*, p. 10.

Rome sur *Les limites de la croissance* comme un exemple du «préjugé scientifique» suivant lequel la connaissance objective de la réalité autoriserait à faire des recommandations sur la manière de la façonner<sup>45</sup>. Selon le subjectivisme de Hayek, les prétentions à la connaissance objective de la totalité sont en effet vaines et illégitimes – et les politiques publiques qui se fonderaient sur elles éminemment dangereuses –, car elles sont nécessairement invalidées par la myriade des actions économiques individuelles se produisant à chaque instant dans la mesure de la dispersion de l'information dont chacun dispose. Tout ce que les sciences sociales qui étudient des «phénomènes essentiellement complexes», c'est-à-dire les systèmes de relations entre l'ensemble des actions individuelles dispersées spontanément produites, peuvent faire légitimement, c'est d'élaborer des modèles prédictifs à tester à partir de la constatation et de la vérification d'un nombre maximum de faits individuels. A cet égard, «la supériorité de l'ordre de marché» – qui est en ce sens une source de connaissance et non un objet de connaissance – vient du fait qu'il «s'avère être un mécanisme plus efficace pour digérer l'information que tout autre mécanisme que l'homme a délibérément conçu»<sup>46</sup>. La mention du rapport sur *Les limites de la croissance* est tout sauf anodine ici : dès les années 1940, les cibles de Hayek n'étaient pas en effet seulement les tenants de la planification socialiste, mais aussi les précurseurs de «l'écologie économique» (Ostwald, Geddes, Soddy, Solvay et surtout Neurath) qui défendaient l'intégration dans le calcul économique des préconditions physiques des activités économiques auxquels ils reprochaient leur «physicalisme» et leur «objectivisme»<sup>47</sup>. Au contraire, pour Hayek, «ni une marchandise, ni un bien économique, ni l'alimentation ni l'argent ne peuvent être définis dans des termes physiques mais seulement dans les termes des visions que les personnes ont des choses»<sup>48</sup>. A la fin du discours de réception du Prix Nobel, il affirme à cet égard que l'erreur fatale des sciences sociales est d'«essayer de soumettre *notre environnement naturel et aussi notre environnement humain* au contrôle de la volonté humaine»<sup>49</sup>. L'attitude

<sup>45</sup> F. von Hayek, *The Pretence of Knowledge*, in «Lecture to the memory of Alfred Nobel», (online), 1974.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> J. O'Neill, *Ecological economics and the politics of knowledge: the debate between Hayek and Neurath*, in «Cambridge Journal of Economics», n. 28, 2004 pp. 431-447.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 432

<sup>49</sup> F. A. von Hayek, *The Pretence of Knowledge*, cit. (Je souligne).

— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

adéquate consiste au contraire «à utiliser les connaissances qu'il peut acquérir, non pas pour façonner les résultats [...], mais plutôt pour *cultiver une croissance en fournissant un environnement approprié*, à la manière dont le jardinier le fait pour ses plantes»<sup>50</sup>. La métaphore potagère ne doit pas égarer ici car le sous-texte ne laisse pas de doute : la bonne conduite ne se trouve pas dans la maîtrise voire la réduction de la croissance économique qui devrait nécessairement découler de l'identification des limites objectives terrestres, mais se trouve au contraire dans l'identification des usages de l'environnement naturel les plus profitables aux humains, et dans l'investissement pour le rendre toujours plus «approprié» aux intérêts humains.

De ce point de vue, la référence prégnante à Hayek parmi les tenants de «l'économie verte» dont le principe réside dans la valorisation de la nature par l'attribution d'un prix censé être la meilleure garantie contre les atteintes à la biosphère par les agents économiques<sup>51</sup>, doit être comprise non pas comme une autre manière de protéger la nature, mais comme une manière de neutraliser toute critique de l'incompatibilité de la croissance capitaliste et de la protection de la nature. Hélène Tordjman décrit en ces termes la stratégie du néolibéralisme vert ou de l'environnementalisme néolibéral :

Si donc la nature avait un prix, dans toutes ses dimensions, les acteurs en tiendraient compte dans la construction de leurs stratégies, qui seraient ainsi moins destructives. Dans le jargon des économistes, il s'agit d'*internaliser* les externalités environnementales, en faisant payer la pollution par exemple. Cette «conservation néolibérale» ou cet «environnementalisme de marché», comme ce mouvement est aujourd'hui dénommé par les critiques a pris son essor au début des années 1990<sup>52</sup>.

Cette «nouvelle orthodoxie critique»<sup>53</sup> de la croissance verte qui reconnaît une valeur économique à la nature s'appuie sur le concept de «capital naturel». On peut alors calculer les rendements annuels

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> Cfr. T. L. Anderson, *If Hayek and Coase were Environmentalists : Linking Economics and Ecology*, in «Supreme Court Economic Review» (online), Vol. 23, 2015; D. Shahar, «Hayek's Legacy for Environmental Political Economy», in P. Boettke, C. Coyne, and V. Storr (a cura di), *Interdisciplinary Studies of the Market Order: New Applications of Market Process Theory*, Rowan & Littlefield, Lanham 2017, pp. 87-109 ; G. Dizerega, *Connecting the Dots : Hayek, Darwin and Ecology*, in «Cosmos + Taxis», Vol. 5, Issue 3, 2018, pp. 51-62.

<sup>52</sup> H. Tordjman, *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, La Découverte, Paris 2021, cit. p. 158.

<sup>53</sup> U. Brand et M. Wissen, *Le mode de vie impérial. Vie quotidienne et crise écologique du capitalisme*, Lux, Montréal 2021, cit. p. 196.

que produisent le capital naturel qui sont appelés «services écosystémiques»: «les récifs coraliens et les zones humides protègent les côtes de l'érosion et des inondations ; les forêts fournissent du bois d'œuvre et absorbent du carbone; les sols filtrent l'eau; les abeilles pollinisent les cultures». Les contributions de la nature sont ainsi matérialisées et les entreprises peuvent intégrer les coûts et les bénéfices liés à la nature dans leurs opérations. Ce n'est pas cependant la valeur de la nature en tant que telle qui est calculée, mais, conformément au subjectivisme de marché de Hayek, seulement la valeur «purement utilitaire» de sa contribution aux besoins humains: «ces valeurs ne permettront donc de protéger que les dimensions des écosystèmes directement utiles» tandis que «celles qui ne nous apportent rien directement, comme les hectares de pleine mer, seront très faiblement évaluées, et pourront donc continuer à être détruites»<sup>54</sup>. Comme le fait enfin remarquer justement Tordjman, l'économie verte, en valorisant les usages utilitaires de la nature, signale en creux que les écosystèmes qui ne sont pas utiles aux hommes, ou qui font l'objet d'usages humains qui ne peuvent être convertis dans les termes de l'échange économique, comme les pratiques rituelles des peuples autochtones, n'ont pas de valeur. Ils reproduisent ici, à la manière de Garrett Hardin dans son célèbre article sur «La tragédie des communs», la conception libérale de la légitime appropriation privée des terres jugées improductives, cette fois au nom de la protection de la nature par les prix.

Alors que Thomas L. Friedman en 2009 dans les colonnes du *New York Times* voyait l'avenir dans le «capitalisme naturel» en prenant pour modèle l'agro-business brésilien<sup>55</sup>, et que l'Institut Hayek en appelait encore récemment à la «révolution verte de marché» ou «comment l'environnementalisme de marché peut protéger la nature et sauver le monde» dans «un débat environnemental dominé par des solutions lourdes venant d'en haut»<sup>56</sup>, une littérature sur la «néolibéralisation de la nature» avait déjà analysé comment la stratégie du néolibéralisme vert avait restructuré les relations de propriété gouvernant la nature à travers l'extension des droits de propriété privée, de nombreuses études de cas ayant souligné l'intensification des processus d'enclosure, de privatisation et de marchandisation de

<sup>54</sup> H. Tordjman, *La croissance verte contre la nature*, cit. p. 167.

<sup>55</sup> Cfr. T. Friedman, *Lost There, Felt Here*, in «New York Times» (online), 2009.

<sup>56</sup> C. Barnard and K. Weiss (a cura di), *Green Market Revolution. How Market Environmentalism Can Protect Nature and Save the World*, Hayek Institute, Vienna 2020.

— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

la nature<sup>57</sup>. Noel Castree précisait notamment que la «privatisation» (la mise en place de droits de propriété privée dans des environnements naturels qui étaient auparavant sous propriété publique, sous propriété commune ou non-approprié), la «marchandisation» (l'assignation de prix à des phénomènes qui était jusqu'ici protégés de l'échange marchand), la «dérégulation» (le recul de la réglementation étatique), la «re-régulation» (le déploiement de politiques publiques pour faciliter la privatisation et la marchandisation), «les indicateurs de marché dans le secteur public» (le fait pour l'État de gérer les services publics résiduels suivant les principes du secteur privé en tant qu'entreprises «efficaces» et «compétitives») et l'instrumentalisation de la société civile pour fournir des services que fournissaient les États interventionnistes, étaient les principaux aspects du néolibéralisme comme de la néolibéralisation de la nature<sup>58</sup>. Dans le contexte des pays du Sud global et de la crise de la dette des années 1980, Mariko Frame a souligné comment la «néolibéralisation de la nature» promu par les institutions issus du consensus de Washington pouvait être analysée comme un «contre-contre-mouvement polanyien» de neutralisation des politiques économiques nationalistes de l'ère post-coloniale, et correspondait finalement à la nouvelle phase historique de «l'impérialisme écologique»<sup>59</sup>.

Un dernier cas plus spécifique du néolibéralisme vert est celui de la «bio-économie» qui repose, comme l'explicite la Commission européenne qui en a fait sa nouvelle boussole sur «la production de ressources biologiques renouvelables et la conversion de ces ressources et des flux de déchets en produits à valeur ajoutée tels que les denrées alimentaires, les aliments pour animaux, les produits biosourcés et la bioénergie»<sup>60</sup>. Elle ne consiste pas seulement à donner un prix à la nature, mais elle fait reposer la croissance sur une transition basée sur les énergies renouvelables. Un des défenseurs importants de la bio-économie est l'homme politique, membre des Verts allemands et ancien président de la Fondation Heinrich Böll, Ralf Fücks, qui défend également vigoureusement le libéralisme, l'économie de marché et la crois-

<sup>57</sup> Cfr. N. Heynen, J. McCarthy, S. Prudham and P. Robbins, *Neoliberal Environments : False Promises and Unnatural Consequences*, Routledge, London 2007.

<sup>58</sup> N. Castree, *Neoliberalising Nature : The Logics of Deregulation and Reregulation*, in «Environment and Planning A», Vol. 40, n.1, 2008, cit. pp. 131-152.

<sup>59</sup> Cfr. M. Frame, *Ecological Imperialism, Development and the Capitalist World-System. Cases from Africa and Asia*, Taylor and Francis, London 2022.

<sup>60</sup> Cfr. European Commission, *Innovating for Sustainable Growth: A Bioeconomy for Europe (COM(2012) 60 final)* (online), Brussels 2012.

sance verte<sup>61</sup>. Tout l'enjeu d'une «révolution industrielle verte» implique pour lui de découpler la croissance de la pollution environnementale ce qui implique trois transformations de la vieille société industrielle: un passage «de l'énergie fossile aux énergies renouvelables», une «augmentation continue de l'efficience des ressources (générant plus de richesses à partir de moins de ressources matérielles et d'énergie)» et une «transition vers une économie moderne circulaire dans laquelle chaque matériau résiduel retourne vers la production biologique ou industrielle»<sup>62</sup>. En outre, «les prix doivent refléter la vérité écologique» par l'instauration d'une taxe carbone qui touchera d'abord les plus riches étant donné la faiblesse des émissions des pauvres. La bio-économie est ainsi la réponse néolibérale qui va le plus loin dans le geste consistant à voir dans le marché la meilleure voie pour réaliser l'objectif écologique de la préservation de la nature, c'est-à-dire en désamorçant l'argument de la décroissance, ou, autrement dit, en allant «au-delà des limites de la croissance»<sup>63</sup>. Fücks critique ainsi l'«éco-puritanisme» et le «malthusianisme» ambiants en affirmant que «le progrès technique permet de repousser toujours plus loin les «limites naturelles»» et ajoute la chose suivante: «Les 'limites de la croissance' ne sont pas fixes. L'énergie solaire offre une source d'énergie pour une société écologique industrielle, basée sur la combinaison de la photosynthèse naturelle et technique, de la bio-économie et de l'hydrogène»<sup>64</sup>. Cependant, comme le soulignent Ulrich Brand et Markus Wissen, quand on mesure «l'empreinte matérielle» (un indicateur qui mesure le niveau d'externalisation de la consommation énergétique en établissant la différence entre la dépense énergétique des importations et des exportations) des pays de l'OCDE qui ont le plus investi dans les énergies renouvelables, celle-ci «s'est plutôt accrue proportionnellement à la croissance de leur PIB»<sup>65</sup>. En d'autres termes, la croissance propre revendiquée par la bio-économie ne se fait pas sans une externalisation et une élévation des coûts sociolo-écologiques.

<sup>61</sup> Cfr. R. Fücks, *Green Growth, Smart Growth : A New Approach to Economics, Innovation and the Environment*, Anthem Press, London and New York 2015 ; cfr. R. Fücks and R. Manthe, *Update Liberalism : Liberal Answers to the Challenges of Our Time*, Verlag, Bielefeld 2023.

<sup>62</sup> R. Fücks, *A Green industrial Revolution*, in «Berlin Policy Journal» (online), 2019.

<sup>63</sup> Cfr. P. Bresnihan, «Beyond the "Limits to Growth": Neoliberal Natures and the Green Economy», in *The Cambridge Handbook of Environmental Sociology*, Vol. 1, Cambridge University Press, Cambridge (MA) 2020, pp. 124-142.

<sup>64</sup> R. Fücks, *A Green industrial Revolution*, art. cit.

<sup>65</sup> Cfr. U. Brand et M. Wissen, *Le mode de vie impérial*, cit., p. 202.



— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

A cet égard, des travaux empiriques ont mis en évidence ces processus d'externalisation dues à la bio-économie. Au Brésil, à partir d'une étude de cas relative à la production de bio-carburants, plusieurs auteurs ont conclu à une expansion de l'utilisation des terres agricoles reposant sur «un processus d'intensification non durable des cultures»<sup>66</sup>. La production de canne à sucre dans le cadre du développement de la bio-économie a abouti à l'accaparement de terres et à la nécessité de convertir des terres naturelles en terres cultivables. Toute une littérature appelle désormais «*green grabbing*» les accaparements de ressources liés à des projets se donnant des objectifs de résilience environnementale<sup>67</sup>. D'autres travaux ont mis en évidence la dimension post-coloniale, via l'extractivisme, de l'objectif occidental de «décarbonation» de l'économie. Les quantités de minerais des technologies à faibles émissions de carbone comme les parcs solaires et éoliens implique «une forme d'appropriation prédatrice des terres et des ressources, ancrée dans les géographies mondiales de l'échange écologique inégal»<sup>68</sup>. Le cas du nickel avec les échanges inégaux qu'il implique entre des pays comme les États-Unis, le Canada et la Russie d'une part, et la Colombie, le Guatemala, les Philippines et l'Indonésie d'autre part crée «des zones sacrificielles d'extraction et de transformation concentrées dans les pays anciennement colonisés»<sup>69</sup>. En définitive, dans ses efforts réels ou supposés pour protéger la nature, le néolibéralisme construit un ordre de marché qui ne parvient jamais à s'extraire de l'impérialisme économique comme appropriation de la nature et du travail des autres, et laisse derrière lui, pour reprendre les termes de Saskia Sassen, «terre morte et eau morte»<sup>70</sup>. A prendre un point de vue global sur la nature, il apparaît finalement que l'écologie du Nord repose de façon systémique sur l'accaparement et la dégradation de la nature du Sud, dans ce qu'il convient d'appeler une *gouvernementalité globale éco-nécrologique*.

<sup>66</sup> Cfr. E. Cudnilova, V. Giacomelli Sobrinho, M. Lapka et L. Salvati, *New Forms of Land Grabbing Due to the Bioeconomy: The Case of Brazil*, «Sustainability» (online), 12(8), 2020.

<sup>67</sup> Cfr. J. Fairhead, M. Leach and I. Scoones, *Green Grabbing: A New Appropriation of Nature*, Routledge, London 2015.

<sup>68</sup> Cfr. D. Andreucci, G. Garcia Lopez, I. M. Radhuber, M. Conde, D. M. Voskobonnik, J.D. Farrugia and C. Zografos, *The coloniality of green extractivism: Unearthing decarbonation by dispossession through the case of nickel*, «Political Geography» (online), Vol. 107, 2023.

<sup>69</sup> Ibid.

<sup>70</sup> S. Sassen, *Expulsions*, cit., p. 202-280.

### 5. *La possibilité d'un autre avenir écologique*

Dans cette analyse, j'ai voulu montrer comment le néolibéralisme compris comme un «contre-contre-mouvement» d'encastrement des pratiques sociales et politiques dans l'ordre de marché s'était opposé par différentes stratégies à l'émergence depuis les années 1970 d'un mouvement écologique, variée mais international<sup>71</sup>, de protection de la nature par différentes stratégies. L'éco-impérialisme à travers l'appropriation continue du travail et des natures postcoloniales, le pétro-néolibéralisme comme culture politique anti-écologique persistante et le néolibéralisme vert construisant une protection marchande de la nature ont été trois manières de neutraliser le mouvement écologiste pour protéger la nature de la dégradation par l'exploitation capitaliste. Deux remarques supplémentaires qui ressortent de cette analyse peuvent être faites. D'une part, sur le plan géographique, dans le cas du néolibéralisme vert, la dimension écologique revendiquée de protection de l'environnement dans le Nord global repose, comme dans les autres cas, sur l'accaparement des terres et la dégradation de la nature dans le Sud global. D'autre part, sur le plan historique, dans les deux cas du pétro-néolibéralisme et du néolibéralisme vert, la réponse néolibérale s'est efforcé d'aller au-delà de l'argument sur les limites objectives terrestres de la croissance, soit en déconstruisant l'argument par la recodification du problème de la rareté des ressources dans celui de la mauvaise allocation des ressources nécessitant une réponse par le développement des marchés financiers (pétro-néolibéralisme), soit en le réfutant par l'affirmation que la vie pouvait être démultiplié par la technologie dans la bio-économie<sup>72</sup> que le marché seul peut développer (néolibéralisme vert).

Face à ce front multiple de l'anti-écologie néolibérale qui a neutralisé l'écologie politique des années 1970, il est certainement nécessaire de revenir aux émergences écologiques de cette époque pour identifier les projets qui dessinaient alors un autre avenir possible, mais aussi de redéfinir les formes et les objectifs de l'écologie contre le nouvel environnementalisme néolibéral.

<sup>71</sup> Cfr. P. Bresnihan and N. Millner, *All We Want is the Earth. Land, Labor and Movements beyond Environmentalism*, Bristol University Press, Bristol 2023.

<sup>72</sup> Cfr. M. Cooper, *Life as Surplus. Biotechnology and Capitalism in the Neoliberal Era*, University of Washington Press, Seattle 2011.

— Pierre Sauvêtre, Comment le néolibéralisme a neutralisé l'écologie politique —

## Abstract

Questo contributo analizza le risposte neoliberali alle sfide della protezione della natura e della limitazione della crescita che vari attori, tra cui il movimento ecologista, hanno posto al capitalismo a partire dai primi anni Settanta. Individuo tre processi di risposta che coinvolgono attori e politiche che si dichiarano neoliberali e definiscono relazioni specifiche con la natura non umana - l'appropriazione della natura post-coloniale, la petro-cultura e la protezione commerciale della natura con la sua variante bio-economica - mostrando che essi negano o eludono la domanda per limitare lo sviluppo degli scambi economici e continuare a degradare la biosfera. In definitiva, questa constatazione impone al movimento ecologico di ridefinire le forme e gli obiettivi della sua lotta contro il nuovo ambientalismo neoliberalista.

*This contribution looks at the neoliberal responses to the challenges of protecting nature and limiting growth that various actors, including the ecological movement, have posed to capitalism since the early 1970s. It identifies three response processes involving actors and policies claiming to be neoliberal and defining specific relations with non-human nature – post-colonial nature appropriation, petro-culture and commodity-based nature protection with its bio-economic variant – showing that they deny or circumvent demand to limit the development of economic exchange and continue to degrade the biosphere. Ultimately, this assessment requires the ecological movement to redefine the forms and objectives of its struggle against the new neoliberal environmentalism.*

Parole chiave: neoliberalismo, ecologia, petro-cultura, bio-economia.

Keywords: neoliberalism, ecology, petro-culture, bio-economy.